

COMITE EXECUTIF NATIONAL DE L'UNSENRIC FO 23 & 24 septembre 2015 – Bagnols sur Cèze (30)

Le Comité Exécutif National de l'UNSENRIC FO, réuni les 23 et 24 septembre 2015 à Bagnols sur Cèze (Gard), condamne les politiques d'austérité poursuivies dans la filière nucléaire depuis des années qui mettent à mal la recherche, l'industrie et la sous-traitance.

Cette politique a plusieurs dimensions, comme la loi dite « Macron 1 » qui remet en cause des droits des salariés (travail le dimanche, licenciements, prud'hommes, etc.), celle dite « Rebsamen » qui affaiblit notamment le rôle des Institutions Représentatives du Personnel, et la loi « NOTRE » ou réforme territoriale qui explose la République.

Sans oublier le « Pacte de Responsabilité » :

- plus de 40 milliards € d'exonérations sociales et fiscales au bénéfice du patronat, dont 20 milliards de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), sans aucun contrôle d'utilisation
- 50 milliards € de coupes budgétaires d'ici 2017, dont 21 milliards cette année, qui vont toucher les collectivités territoriales, les administrations, les régimes de protection sociale.

Pour l'UNSENRIC FO, ce pacte inacceptable n'est pas amendable par un « ciblage des aides » ; au contraire le CEN exige la suppression des cadeaux au patronat.

La dernière attaque en date est le rapport Combrexelle commandé par le gouvernement Hollande-Valls et applaudi par Gattaz (Medef) et Berger (CFDT) entre autres. Sans entrer dans le détail des 140 pages et des 44 propositions, l'UNSENRIC FO s'insurge contre cette mise à mort programmée de l'édifice du droit social français. Ce rapport répond parfaitement aux oukases patronales inspirées du dogme ultra-libéral.

Il s'agit de transformer le plancher de droit collectif — le Code du travail — en plafond, et laisser les salariés seuls face aux patrons entreprise par entreprise. Autrement dit c'est instaurer l'inégalité généralisée, et donc l'injustice sociale. Il s'agit également, comme avec la RSE (responsabilité sociale des entreprises), de laisser les entreprises s'auto-réglementer sans contrôle, ce qui n'est pas acceptable en république.

Défigurer sur cette base le droit du travail, pilier du droit républicain, issu d'une construction séculaire jalonnée par les luttes des salariés, devrait constituer un puissant motif de riposte des salariés. L'UNSENRIC FO appelle d'ores et déjà à la préparer. Car ce bouleversement du droit social : renversement de la hiérarchie des normes et fin du principe de faveur, n'est pas du tout destiné à résoudre la situation des millions de chômeurs, mais bien à faire ravalier les conquêtes sociales aux salariés.

Pour ces raisons, l'UNSENRIC FO appelle ses syndicats à alerter les salariés et à préparer la contre-attaque que notre Confédération ne manquera pas d'organiser.

Cette politique d'austérité se traduit également par des coupes dans les budgets ; les donneurs d'ordre imposent de fortes baisses sur les contrats et organisent une concurrence effrénée entre sous-traitants. Le CEN rappelle que cette politique dans notre secteur ne peut que se traduire par des catastrophes, et réaffirme que la filière nucléaire doit rester sous l'égide de l'Etat avec un fonctionnement en toute sécurité et qui permette de garantir l'indépendance énergétique du pays.

Le CEN se félicite que la mobilisation des salariés du CEA à l'appel de leurs organisations syndicales ait fait reculer le gouvernement sur la décision de réorganisation de la Direction des Applications Militaires, dont la fermeture du centre du Ripault (37). Par contre le CEN condamne toujours le plan actuel de diminution des effectifs de la DAM de 400 postes sur la période 2014-2019 (loi de programmation militaire)

Le CEN reste opposé à la fermeture des réacteurs OSIRIS et ORPHEE et réaffirme qu'il faut réaliser le programme de réacteur de génération IV incluant le réacteur expérimental Astrid, et qu'il y a urgence à terminer le RJH.

Face à un chômage jamais vu et une croissance à l'arrêt, le CEN de l'UNSENRIC FO estime qu'il est nécessaire de créer des emplois dans la recherche et l'industrie nucléaire afin d'assurer leur développement tout en garantissant la sécurité des travailleurs et des populations, et de relancer l'économie. De même, il revendique l'augmentation générales des salaires.

Cela signifie évidemment de stopper la casse des entreprises du groupe AREVA qui se traduit la suppression de 6000 emplois et la remise en cause des garanties collectives. Ce n'est pas aux salariés d'AREVA de payer les dépenses pharaoniques et les investissements pour le moins hasardeux, politique couverte à l'époque par l'Etat et les représentants des actionnaires.

Poursuivre le « plan de compétitivité » AREVA basé uniquement sur des critères financiers est suicidaire pour la filière nucléaire française, notamment celle du combustible. C'est pourquoi FO est aux avant-postes dans la bagarre contre ces décisions mortifères. Le CEN se félicite des grèves et manifestations organisées et appelle à leur amplification pour obtenir satisfaction.

A la veille du congrès de la CES (confédération européenne des syndicats), le CEN s'inquiète de la probable adoption d'une résolution demandant que la CES puisse « participer aux prises de décision au niveau européen » qui menotterait le syndicalisme aux décisions de l'Union européenne et par conséquent à leur déclin en France.

Le CEN appelle toutes les structures syndicales et tous les militants FO à se tenir prêts à répondre à toute initiative FO destinée à bloquer la politique d'austérité, dans la continuité des actions syndicales de ces derniers mois.

Adoptée à l'unanimité